

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR



**ALLOCUTION DE S.E. MARC RAVALOMANANA,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR**

Assemblée Générale des Nations Unies

**Mercredi 26 Septembre 2007
New York**

ALLOCUTION DE S.E. MARC RAVALOMANANA,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR
ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES
MERCREDI 26 SEPTEMBRE 2007
NEW YORK

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs, les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Honorables Invités,
Mesdames et Messieurs,

Chacun de nous sait que nous avons un besoin pressant d'une mondialisation de la responsabilité. Chacun de nous sait que cette responsabilité requiert plus que de la bonne volonté. Chacun de nous sait que la mondialisation de la responsabilité requiert la mise en œuvre de mesures adéquates pour atteindre les objectifs. Chaque année, à cette tribune des Nations Unies, on répète ces objectifs et les mesures à prendre. Mais les actions sont encore faibles.

Après avoir participé cinq fois à cette Assemblée Générale des Nations Unies, je dois vous dire franchement que deux choses me préoccupent :

Premièrement, je suis préoccupé, car les intérêts nationaux sont placés au dessus des urgences qui nous concernent tous. Cependant, ces urgences sont étroitement liées à des intérêts communs. Il est dans notre intérêt à tous d'œuvrer ensemble pour trouver des solutions durables.

Deuxièmement, je suis préoccupé, car souvent on manque de sérieux. On fait beaucoup de promesses, mais on ne fait pas ce qu'on a promis.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à deux défis, qui entraîneront des catastrophes si nous ne les prenons pas au sérieux, et si nous n'agissons pas rapidement. Ces défis doivent être la priorité des priorités.

Le premier concerne les changements climatiques. Le second est le développement de l'Afrique.

Imaginez ce qui arriverait à toutes les nations et à tous les peuples que vous représentez, si la situation se dégradait davantage.

Tous nos efforts seraient réduits à néant par des tremblements de terre et autres désastres écologiques et sociaux. Les changements climatiques créent et aggravent les conflits. Les réfugiés, victimes du climat, seront des réfugiés, victimes des conflits et de la pauvreté.

Nous devons agir aujourd'hui pour préserver notre planète, avant qu'il ne soit trop tard.

Imaginez au contraire ce qui arrivera si la situation s'améliore. Les nations et les investisseurs seront plus confiants. Si le monde retrouvait son équilibre écologique, et si le monde était sans pauvreté, cela aurait un impact considérable sur les conflits politiques et sociaux.

Les deux défis sont étroitement liés. L'Afrique aura un impact positif ou négatif, avec des répercussions énormes sur le climat mondial, suivant nos décisions et nos actions. Et le climat mondial aura un impact positif ou négatif, avec des répercussions énormes sur le développement de l'Afrique, suivant nos décisions et nos actions.

L'Afrique produit seulement 1% de l'énergie solaire mondiale. En Afrique, les possibilités pour les énergies nouvelles, et pour la réduction de CO2 sont énormes.

Madagascar pourrait subvenir à ses besoins énergétiques en développant l'hydro énergie. Et la moitié de Madagascar pourrait être reboisée. Notre île, qu'on appelle l'île Rouge, pourrait redevenir l'île Verte qu'elle était avant.

Il y a un lien entre la qualité de l'environnement et la pauvreté. Les feux de brousse résultent de la pauvreté. Et la destruction des ressources naturelles augmente la pauvreté.

Il faut rapidement sortir de ce cercle vicieux. L'augmentation de l'aide internationale limitera l'exploitation des ressources naturelles par les paysans pauvres.

A Madagascar, nous sommes depuis quelques années, en train d'adapter notre développement aux impératifs de la « durabilité ».

Nous avons défini notre Vision : « Madagascar, naturellement ! ». Cela signifie que nos ressources naturelles constituent notre richesse. Nous cherchons à les préserver et à les valoriser, en les utilisant d'une manière responsable.

Nous recherchons activement des investisseurs internationaux, mais nous croyons qu'à la longue cela ne servira à rien, si nous n'avons pas d'investisseurs nationaux. Nous pouvons créer – avec succès – de la valeur ajoutée en transformant nos produits naturels.

Nous sommes convaincus que la croissance économique par la base est la clef du succès. Le message le plus important que j'ai communiqué au peuple malgache, au début de mon second mandat, était la nécessité de la décentralisation, au niveau des « Fokontany ». A l'origine, le « Fokontany » était le village traditionnel malgache. Nous cherchons à rétablir l'équilibre entre l'homme et la nature.

C'est une approche différente. C'est une approche malgache, qui donne confiance au peuple pour qu'il prenne son avenir en main. Ce n'est pas le programme des bailleurs de fonds, mais c'est un programme qui vise à renforcer le partenariat avec la communauté internationale.

Tout cela est décrit en détail dans le MAP, le Plan d'Action pour Madagascar, ou le Madagascar Action Plan.

Lisez-le et vous verrez que nous sommes en train d'apporter notre contribution pour répondre aux défis mentionnés. Nous nous engageons à préserver et à chérir notre environnement, à réparer les ravages infligés à la nature dans le passé, et à réduire les changements climatiques.

Dans le MAP nous avons fixé des objectifs très ambitieux. Nous faisons ce que nous pouvons, avec nos ressources limitées.

Nous pourrions encore faire beaucoup plus si la communauté internationale nous assistait davantage.

Nous sommes reconnaissants envers les bailleurs de fonds qui ont augmenté leur aide financière. Mais, dans l'ensemble, leurs efforts ne sont pas encore à la hauteur de nos attentes, surtout si nous voulons atteindre les Objectifs du Millénaire. Ils sont encore loin de la promesse de doubler l'aide pour l'Afrique. Ils sont encore loin d'honorer les nombreuses promesses faites à la Tribune des Nations Unies. Ils sont loin de répondre aux défis globaux. L'approche internationale pour résoudre les problèmes de l'Afrique manque encore de sérieux.

Pour beaucoup de membres de la communauté internationale, l'aide à l'Afrique n'est pas encore un « success story ». En moyenne, les résultats sont faibles. Mais l'Afrique est un continent qui avance. Pas partout, mais dans un nombre croissant de pays. Autrefois, Madagascar était parmi les pays les moins performants. Aujourd'hui, nous sommes un pays performant.

Notre économie a bénéficié d'une croissance continue. De l'ordre de 5 % il y a cinq ans, elle a atteint 6 % au cours des dernières années, et 7 % en 2007. Le taux de pauvreté a diminué. De 80 % en 2002, il est tombé à 67 % l'année dernière.

Mesdames et Messieurs,

L'aide en faveur de l'Afrique est toujours aussi faible. L'Afrique peut en absorber davantage, et tous les pays en profiteraient. L'extension de l'Union Européenne est un bon exemple des engagements forts, et des grands bénéficiaires pour de nombreux pays.

Je suis sûr que l'Afrique pourrait avancer plus vite si la communauté internationale et les pays Africains créaient un nouvel accord.

Un accord pour un Plan Marshall pour l'Afrique, que j'ai déjà proposé au cours des années précédentes. Et je réitère ma proposition : nous avons besoin d'un Plan Marshall pour l'Afrique.

Un élément crucial de ce plan pourrait être un nouveau partenariat. Je vous propose un partenariat écologique entre les pays industrialisés et l'Afrique.

Le point fort de ce partenariat serait la recherche de solutions aux problèmes climatiques, grâce à un programme d'investissements. D'autres sujets importants seraient la protection de la nature et la préservation de notre biodiversité.

Je suis convaincu qu'à l'avenir l'Afrique pourrait être le fournisseur d'énergies propres, de plantes médicinales et industrielles, ainsi que d'autres produits naturels dont le monde a de plus en plus besoin.

Nous pensons qu'une politique durable qui met l'accent sur la protection et la valorisation des ressources naturelles devrait être au cœur de nos préoccupations. C'est notre obligation envers le monde. Mais une telle politique est aussi dans notre propre intérêt.

A Madagascar, chaque année les cyclones détruisent une grande partie de nos récoltes. Ils détruisent les maisons. Ils tuent les hommes. L'augmentation du nombre et de la force des cyclones entraverait tout le processus de développement. Une augmentation de la température réduirait les récoltes, réduirait notre unique biodiversité, et entraînerait une prolifération d'insectes et des maladies.

Partout en Afrique, nous voyons déjà les conséquences des changements climatiques. Sécheresses et inondations sont la cause de migrations et de graves conflits. Une aggravation des changements climatiques apportera non seulement des flux d'eaux dévastateurs sur tous les continents, mais aussi des flux migratoires, et des vagues de conflits sociaux.

Mesdames et Messieurs,

En somme, le monde a besoin de l'Afrique pour résoudre les problèmes climatiques. Et l'Afrique a besoin d'une stabilisation du climat pour un développement durable.

La réalisation de cette mondialisation de responsabilité exige des leaders dévoués. Nous avons besoin de leaders capables de mobiliser les gens et d'obtenir des résultats – des résultats rapides, des résultats significatifs.

Je voudrais à présent féliciter le nouveau Secrétaire Général, BAN KI-MOON. Je vous souhaite un grand succès dans l'accomplissement de votre noble tâche. L'Afrique compte sur le leadership dynamique des Nations Unies. Les Nations Unies sont notre espoir. Que votre leadership nous aide à obtenir les résultats qui apporteront la paix et la prospérité à l'Afrique, et au monde !

Je vous remercie.